Commerce, investissement et projets intergouvernementaux

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

L'ampleur de la relation économique

Les échanges ont progressé rapidement depuis 1990. Le commerce bilatéral est passé de 8,154 milliards de dollars US en 1998 à 10,821 milliards de dollars US en 2000.[1] En 2009, il atteignait 75,1 milliards de S$. La Chine est le premier partenaire commercial de Singapour pour les marchandises depuis 2013 et représentait 13,9 % du commerce total de marchandises de Singapour en 2023. Sur la même période, Singapour a été le premier investisseur étranger en Chine en termes de flux d'investissement, tandis que la Chine est la première destination des investissements singapouriens depuis 2007.[2]

Ces chiffres doivent être lus avec prudence. Une part substantielle des investissements comptabilisés comme singapouriens consiste en capitaux acheminés par des holdings singapouriennes pour le compte d'investisseurs d'autres pays, notamment des groupes multinationaux qui utilisent la cité-État comme centre de trésorerie régional et des fonds qui mutualisent des capitaux provenant de nombreux pays. La position de Singapour comme premier investisseur étranger en Chine

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

reflète donc autant son rôle d'intermédiaire financier que la richesse de ses propres résidents. Il en va de même en sens inverse, puisque les investissements chinois en Asie du Sud-Est passent souvent par des entités singapouriennes.

L'accord de libre-échange et ses mises à niveau

Le cadre juridique de la relation économique repose sur l'accord de libre-échange Chine-Singapour (China-Singapore Free Trade Agreement, CSFTA), entré en vigueur le 1er janvier 2009. Les négociations visant à le moderniser ont été lancées après la visite d'État du président Xi Jinping en 2015 et se sont achevées en novembre 2018. Le premier protocole de mise à niveau (Upgrade Protocol) a été signé le même mois, lors de la visite officielle du Premier ministre Li Keqiang.[3]

Un protocole de mise à niveau complémentaire (Further Upgrade Protocol), signé en décembre 2023, est entré en vigueur le 31 décembre 2024. Il a fait de l'accord le premier accord de libre-échange conclu par la Chine avec un pays asiatique dans lequel les engagements sur les services et l'investissement suivent l'approche de la liste négative, selon laquelle tous les secteurs sont ouverts sauf exclusion expresse. Les investisseurs singapouriens ne sont plus soumis à des plafonds de participation étrangère dans 22 secteurs, parmi lesquels la construction, le commerce de détail et de gros, l'architecture et l'urbanisme, les essais techniques et la location.[4] Pour les établissements financiers, le protocole compte moins par ses concessions directes que par le signal qu'il envoie. Singapour a été le premier partenaire asiatique avec lequel la Chine a utilisé cette technique conventionnelle, ce qui confirme le rôle de la cité-État comme terrain d'essai de l'ouverture chinoise.

Suzhou, Tianjin et Chongqing

Le trait le plus singulier de la relation est le projet intergouvernemental. Le parc industriel sino-singapourien de Suzhou a été lancé le 26 février 1994, lorsque le vice-Premier ministre Li Lanqing et le Senior Minister Lee Kuan Yew ont signé l'accord sur son développement conjoint. Le parc couvre 278 kilomètres carrés, dont 80 forment la zone de coopération sino-singapourienne.[5] L'idée était de transférer à

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

une ville chinoise le « logiciel » de Singapour, c'est-à-dire ses méthodes d'aménagement, d'administration et de promotion des investissements tirées de la zone industrielle de Jurong.

Les premières années ont été difficiles. Les entreprises liées à l'État singapourien détenaient au départ 65 pour cent de la société de développement, tandis que les autorités de Suzhou promouvaient leur propre zone industrielle concurrente. En 1999, Singapour a ramené sa participation à 35 pour cent afin de donner au gouvernement local un intérêt direct à la réussite du parc. Le parc a dégagé son premier bénéfice, de 3,8 millions de dollars US, au cours des dix premiers mois de 2001. En 2019, sa production économique atteignait 274 milliards de renminbis.[6] La leçon, que Singapour a appliquée à ses projets ultérieurs, est qu'un transfert de savoir-faire institutionnel ne fonctionne que si les intérêts locaux y sont alignés.

Le deuxième projet est l'écocité sino-singapourienne de Tianjin, dont le Premier ministre Lee Hsien Loong et le Premier ministre Wen Jiabao ont signé l'accord-cadre le 18 novembre 2007. Elle couvre 30 kilomètres carrés et était prévue pour 350 000 habitants d'ici 2020. Sa population atteignait environ 100 000 habitants en 2019, ce qui montre que l'aménagement d'écocités a progressé plus lentement que le développement industriel.[7]

Le troisième projet, l'initiative de démonstration sino-singapourienne (Chongqing) sur la connectivité stratégique (China-Singapore (Chongqing) Demonstration Initiative on Strategic Connectivity), a été lancé en 2015 et se concentre sur la finance, l'aviation, la logistique et les technologies de l'information.[8] Contrairement à Suzhou et à Tianjin, il n'a pas de site fixe. Il vise à relier l'ouest de la Chine à l'Asie du Sud-Est et aux marchés de capitaux de Singapour. Son résultat le plus visible est le nouveau corridor commercial international terre-mer (New International Land-Sea Trade Corridor), qui relie par le rail Chongqing aux ports du golfe de Beibu, dans le Guangxi, tels que Qinzhou, puis se prolonge par mer jusqu'à Singapour et au-delà. En septembre 2019, le corridor était relié à 190 ports dans 90 pays.[9]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Coopération financière et renminbi

Les projets intergouvernementaux sont devenus les vecteurs de la coopération financière. La Banque populaire de Chine a désigné le 8 février 2013 la succursale singapourienne de l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) comme banque de compensation du renminbi.[10] Après que la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) et la Banque populaire de Chine eurent renforcé leur accord bilatéral d'échange de devises (swap) plus tôt dans l'année, les fonctions de compensation du renminbi ont été lancées à Singapour en mai 2013. Lors du Joint Council du 22 octobre 2013, la Chine a étendu à Singapour son programme RMB Qualified Foreign Institutional Investor (RQFII) avec un quota de 50 milliards de renminbis. Les deux parties sont aussi convenues d'une cotation directe entre le renminbi et le dollar de Singapour ainsi que d'études sur les flux transfrontaliers en renminbi avec Suzhou et Tianjin.[11]

Deux ans plus tard, le 9 novembre 2015, le quota a été doublé pour atteindre 100 milliards de renminbis. Chongqing a bénéficié des mêmes mesures transfrontalières en renminbi que Suzhou et Tianjin, de sorte que les banques singapouriennes pouvaient prêter en renminbi aux entreprises de Chongqing, et que ces dernières pouvaient émettre des obligations en renminbi à Singapour et en rapatrier le produit. La MAS et la China Securities Regulatory Commission (CSRC, l'autorité chinoise de surveillance des marchés financiers) sont convenues d'un dialogue régulier à haut niveau et d'explorer des produits communs, notamment des produits soutenant l'initiative « One-Belt-One-Road ».[12] Ces mesures ont fait de Singapour l'un des principaux centres offshore du renminbi en dehors de Hong Kong, avec un rôle qui repose sur ses échanges avec la Chine et sur la présence de banques chinoises.

Notes

1. Wikipedia, « China–Singapore relations » (consulté en novembre 2026) : volume des échanges de 8,154 milliards de dollars US en 1998, de 8,56 milliards de dollars US en 1999 et de 10,821 milliards de dollars US en 2000 ; 75,1 milliards de SGD en 2009. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2. Rajah & Tann Singapore, « Commencement of China-Singapore FTA Further Upgrade Protocol w.e.f. 31 Dec 2024 », 9 janvier 2025 (sg.rajahtannasia.com) : la Chine est le premier partenaire commercial de Singapour pour les marchandises depuis 2013, avec 13,9 % du commerce total de marchandises en 2023 ; Singapour est le premier investisseur étranger en Chine en termes de flux d'investissement depuis 2013 ; la Chine est la première destination des investissements singapouriens depuis 2007. Ministry of Foreign Affairs of Singapore, page pays « People's Republic of China » (consulté en novembre 2026) : la Chine est le premier partenaire commercial depuis 2013. ↩

3. Ministry of Foreign Affairs of Singapore, page pays « People's Republic of China » (consulté en novembre 2026) : CSFTA en vigueur le 1er janvier 2009 ; négociations de mise à niveau lancées après la visite d'État du président Xi en 2015 et achevées en novembre 2018 ; Upgrade Protocol signé lors de la visite officielle du Premier ministre Li Keqiang en novembre 2018. ↩

4. Rajah & Tann Singapore, « Commencement of China-Singapore FTA Further Upgrade Protocol », 9 janvier 2025 : protocole signé en décembre 2023, en vigueur le 31 décembre 2024 ; le CSFTA devient « China's first FTA with an Asian country where commitments for services and investment are done through the negative list approach » ; liste négative raccourcie des secteurs fermés aux investisseurs étrangers ; suppression des plafonds de participation étrangère dans 22 secteurs, dont la construction, le commerce de détail et de gros, l'architecture et l'urbanisme, les essais techniques ainsi que la location et le crédit-bail. ↩

5. Wikipedia, « Suzhou Industrial Park » (consulté en novembre 2026) : lancé le 26 février 1994 par la signature de l'accord sur le développement conjoint par le vice-Premier ministre Li Lanqing et Lee Kuan Yew ; 278 km² au total, dont une zone de coopération de 80 km². ↩

6. Wikipedia, « Suzhou Industrial Park » (consulté en novembre 2026) : actionnariat initial de 65 pour cent pour les entreprises publiques singapouriennes et de 35 pour cent pour les chinoises ; Singapour a ramené sa participation à 35 pour cent en 1999 ; premier bénéfice de 3,8 millions de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

dollars US au cours des dix premiers mois de 2001 ; PIB de 274 milliards de RMB et recettes fiscales de 37 milliards de RMB en 2019. ↩

7. Wikipedia, « Sino-Singapore Tianjin Eco-city » (consulté en novembre 2026) : accord-cadre signé le 18 novembre 2007 par Lee Hsien Loong et Wen Jiabao ; superficie de 30 km² ; objectif de 350 000 habitants d'ici 2020 ; population d'environ 100 000 habitants en avril 2019 selon China Daily. ↩
8. China-Singapore (Chongqing) Demonstration Initiative on Strategic Connectivity, lancée lors de la visite d'État du président Xi Jinping à Singapour en novembre 2015, avec quatre secteurs prioritaires (services financiers, aviation, transport et logistique, technologies de l'information et de la communication). ↩
9. Wikipedia, « New International Land-Sea Trade Corridor » (consulté en novembre 2026) : liaison ferroviaire de Chongqing vers les ports du golfe de Beibu tels que Qinzhou, puis transport maritime ; Singapour est copartenaire dans le cadre intergouvernemental de la China-Singapore (Chongqing) Demonstration Initiative on Strategic Connectivity ; selon Xinhua, relié à 190 ports dans 90 pays en septembre 2019. ↩
10. Wikipedia, « Internationalization of the renminbi » (consulté en novembre 2026) : « Singapore followed with the designation of ICBC as a clearing bank in 2013 » ; tableau des désignations de banques de compensation : succursale ICBC de Singapour, 8 février 2013. ↩
11. Monetary Authority of Singapore, « New Initiatives to Strengthen China-Singapore Financial Cooperation », communiqué de presse, 22 octobre 2013 : programme RQFII étendu à Singapour avec un quota global de 50 milliards de RMB ; cotation directe entre le yuan chinois et le dollar de Singapour ; l'accord bilatéral de swap renforcé « paved the way for the launch of RMB clearing functions in Singapore in May this year » ; nouvelles mesures à l'étude pour les flux transfrontaliers en RMB avec le Suzhou Industrial Park et la Tianjin Eco-City. ↩
12. Monetary Authority of Singapore, « Cross-border RMB Flows and Capital Market Connectivity between China and Singapore to Strengthen »,

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

communiqué de presse, 9 novembre 2015 : extension à Chongqing des mesures appliquées à Suzhou et Tianjin ; les banques singapouriennes peuvent prêter en RMB aux entreprises de Chongqing, qui peuvent émettre des obligations en RMB à Singapour et « fully repatriate the proceeds » ; quota RQFII doublé de 50 à 100 milliards de RMB ; renouvellement prévu de l'accord de swap signé en mars 2013 ; dialogue MAS–CSRC ; produits communs, notamment en soutien de l'initiative One-Belt-One-Road. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com